

REPONSE A LA CONSULTATION DE LA CRE
CONDITIONS D'ACCÈS AU RÉSEAU POUR LES NOUVELLES DESSERTES AUTOUR DES CANALISATIONS
DE RACCORDEMENT D'INSTALLATIONS DE BIOMÉTHANE

Le Syndicat intercommunal d'énergie de Maine-et-Loire (Siéml), autorité organisatrice de la distribution publique de gaz, est compétent depuis 1995 pour développer les réseaux de gaz sur le territoire du Maine-et-Loire. En 2015, il a publié son plan stratégique gaz 2015-2020 qui vise à donner une nouvelle impulsion au développement des réseaux gaziers dans le département, et dont les principaux axes sont les suivants :

- Verdissement du gaz : faciliter l'essor de projets de méthanisation conformément aux objectifs de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte fixés à 10% de gaz vert dans les réseaux en 2030
- Développement de la mobilité alternative GNV et bio-GNV : co-construire un projet de stations d'avitaillement avec les partenaires intéressés.

Plus récemment, le 6 février 2018, le Siéml a adopté en comité syndical son plan stratégique des énergies renouvelables dont l'objectif est de favoriser le développement des énergies renouvelables sur le département en lien étroit avec les collectivités et ainsi, participer activement à l'atteinte des objectifs du SRCAE.

Les orientations stratégiques s'articulent autour de quatre axes principaux :

- Améliorer la connaissance du territoire pour les acteurs locaux
- Faciliter les conditions d'intégration des énergies renouvelables aux réseaux d'énergies
- Renforcer les capacités d'ingénierie au service des territoires
- Renforcer les capacités de financement public des énergies renouvelables

Concernant le biogaz, l'état des lieux a mis en évidence que pour atteindre les objectifs du SRCAE en 2050, il serait nécessaire de multiplier par 9 la production actuelle.

Ainsi, en s'appuyant sur ses activités d'organisation du service public de distribution de gaz et de planification énergétique, le Siéml souhaite contribuer à ces objectifs en favorisant l'injection du biogaz produit dans les réseaux et en développant des réseaux intelligents.

Q1 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ?

.../...

Le Siéml comprends l'argumentation avancée par la CRE sur le maintien du dispositif existant, sans tarification additionnelle pour le GRD de "rang n+1". Le taux de 50 % de l'ATRD du GRD "de rang n" appliqué au GRD "de rang n+1" est déjà fortement impactant pour les concessions avales.

En effet, le Siéml rappelle que ces dispositions impactent les B/I des concessions en rang N+1, imposant à ces concessionnaires d'augmenter le tarif d'acheminement et/ou à faire participer financièrement les autorités concédantes pour atteindre l'équilibre budgétaire de la concession.

Les différences de tarification induisent des disparités non négligeables et peuvent parfois avoir un effet négatif sur l'attractivité et le maintien des activités économiques d'un territoire. Cette mesure peut donc contribuer utilement au maintien de la compétitivité du gaz naturel réseaux qui est un vecteur énergétique essentiel à la transition énergétique.

Q2 : Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » ?

Le Siéml entend le raisonnement proposé par la CRE sur l'assiette de consommation du territoire (pas de netting). Cela semble cohérent au fait que les GRD "de rang n" doivent mettre en place et exploiter des infrastructures de réseaux dimensionner pour répondre aux besoins des usagers des réseaux de GRD "de rang n+1" avec ou sans production locale.

Cependant, le Siéml souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait que dans le cadre de DSP existantes sur les territoires ruraux, la part acheminement peut être relativement élevée et avoir un impact non négligeable sur la facture des usagers, ce qui ne permet pas au gaz d'être un vecteur énergétique compétitif par rapport notamment à des énergies plus émettrices de GES (fioul, propane). Dans le cadre de desserte de territoires ruraux à partir d'une canalisation initialement prévue pour l'injection de biométhane, conserver les règles de tarification actuelles pour les concessions ayant une production locale reviendrait à priver les consommateurs finaux du bénéfice d'une production locale de biométhane.

Il semblerait donc cohérent d'envisager un mécanisme encourageant les boucles locales via un abaissement des coûts d'acheminement pour les consommateurs dont le territoire compte de la production locale de gaz naturel. En effet, les usagers de ces concessions ne bénéficient pas aujourd'hui d'avantages sur les tarifs ATRD et ATRT alors qu'ils n'usent pas pleinement des infrastructures de réseau auquel ils sont raccordés. Une correction à l'année n pourrait être apportée en fonction de la production réelle injecté à l'année n-1.

Il est important de noter également que le biométhane est une énergie renouvelable non-intermittente et stockable, elle pourrait donc soulager les activités des gestionnaires de réseaux, et plus particulièrement les transporteurs dans leur rôle de responsable de l'équilibrage physique global.

.../...

Q3 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soient considérés du même rang « n+1 » par rapport au GRD de rang « n » auquel la canalisation de biométhane est raccordée ?

Le Siéml valide ces dispositions : elles permettent de ne pas impacter le B/I de la concession “de rang n+1” dans le cas où une concession viendrait à apparaître entre deux concessions existantes “de rang n” et “de rang n+1”.

Q4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ?

Le Siéml approuve l'application homogène du timbre d'injection à l'ensemble des concessions du territoire national. La mise en place d'une tarification unique facilitera l'intégration de cette charge dans les coûts d'exploitations des producteurs de biométhane.

Thématiques complémentaires en lien avec le sujet de l'injection du biogaz dans les réseaux de distribution de gaz naturel où le Siéml souhaite émettre un avis.

Raccordement “Dual” consommation/production

Dans le cadre d'un projet de raccordement d'une unité de production de biogaz hors zone de desserte, il semblerait intéressant d'étudier la possibilité d'un raccordement « dual » couplant consommation et production pour tenir compte de la réglementation en vigueur sur l'hygiénisation. En effet, il peut arriver que l'unité de production de biogaz soit le seul consommateur du territoire et le réseau est de fait déjà rattaché au patrimoine de la concession auquel il est relié. Par conséquent, le lancement d'une DSP pour un seul consommateur semble être une procédure lourde et disproportionnée, pouvant avoir des répercussions sur le calendrier de réalisation de l'unité de production de biométhane.

Dans l'éventualité où cette nouvelle disposition serait adoptée, il serait essentiel de la soumettre à un avis favorable de l'AOD gaz du territoire.

Aménagement du territoire : raccordement d'unités de production et desserte de territoires

Fort des premiers retours terrains concernant le développement des réseaux gaz en lien avec le développement des unités de méthanisation, nous souhaitons rappeler le rôle prépondérant que doivent jouer les AOD gaz dans la planification opérationnelle territoriale.

.../...

En effet, dans une logique d'optimisation des coûts à charge de la collectivité, les AOD gaz doivent pouvoir être concertées en amont sur les tracés des réseaux et non uniquement sur le gisement à prendre en compte dans le zonage comme c'est actuellement prévu dans le cadre du dispositif du droit à l'injection. Les AOD gaz doivent également pouvoir se prononcer sur les tracés de branchement des unités de méthanisation (en moyenne 3 500 m au niveau national).

La confrontation entre le scénario optimal des GRD/GRT et celui émanant de l'AOD gaz qui pourrait identifier un tracé légèrement différent eu égard à l'anticipation de zones à desservir en gaz, permettrait un chiffrage par les GRD/GRT de ce scénario tiers. Le surcoût potentiel qu'il engendrerait pourrait éventuellement être assuré par des tiers. Ces participations de tiers financeurs doivent pouvoir s'appliquer sur toutes les infrastructures de distribution réalisées en lien avec l'injection de biogaz : renforcements, maillages, mais aussi simples raccordements.

Il est donc essentiel de donner un rôle prépondérant aux AOD gaz, garantes à l'échelon local d'une bonne gestion des deniers publics, de manière à ce que les gestionnaires de réseaux les intègrent davantage dans la prise de décision tout en restant dans une logique d'optimisation globale des coûts pour le développement d'une méthanisation durable et valorisée localement.